

**FÉDÉRATION DE RUSSIE /  
ROYAUME-UNI**

**Un tribunal du Royaume-Uni décide de  
ne pas extraditer l'envoyé tchéchène  
Akhmed Zakaïev**

*Index AI : EUR 46/090/2003  
ÉFAI*

Jeudi 13 novembre 2003

**FLASH**

Amnesty International a salué la décision prise ce jeudi 13 novembre par le Magistrates' Court de Bow Street, de ne pas donner suite à la requête de la Fédération de Russie, qui demandait l'extradition de l'envoyé tchéchène Akhmed Zakaïev.

« *Le recours fréquent à la torture et aux mauvais traitements par les autorités russes, comme Amnesty International et d'autres groupes de défense des droits humains en ont recueilli les preuves, donne lieu à des craintes justifiées pour la sécurité physique d'Akhmed Zakaïev, s'il était renvoyé en Russie* », a déclaré l'organisation.

« *La torture et les mauvais traitements en garde à vue, ainsi que le harcèlement des personnes d'ethnie tchéchène, sont monnaie courante ; en tant que représentant du dirigeant tchéchène Aslan Maskhadov, M. Zakaïev aurait été particulièrement exposé.* »

Amnesty International se félicite de la décision du juge, selon laquelle la demande d'extradition doit être rejetée, car l'ethnie et les positions politiques d'Akhmed Zakaïev lui font courir le risque d'être torturé en cas de retour à la Fédération de Russie. À son retour, Akhmed Zakaïev ne bénéficierait pas non plus d'un procès équitable, ce dont s'inquiète Amnesty International.

Au cours des audiences du tribunal au Royaume-Uni, des experts et des témoins de la défense ont produit des éléments attestant de fréquents actes de torture infligés aux détenus dans les prisons et les centres de détention provisoire. Douk-Vakha Dochouïev, un témoin, a affirmé avoir été torturé pour donner des éléments à l'appui de la demande d'extradition de la Fédération de Russie. Amnesty International demande que ses allégations fassent l'objet d'une enquête indépendante.

**Contexte**

Akhmed Zakaïev, un représentant du président tchéchène Aslan Maskhadov, a d'abord été arrêté à Copenhague le 30 octobre 2002, alors qu'il participait au Congrès tchéchène mondial. Le Congrès, prévu depuis longtemps, a eu lieu peu après la prise d'otages au théâtre de Moscou, qui a coûté la vie à 150 personnes. Amnesty International a salué la décision du ministère danois de la Justice qui, faute de preuves, a refusé l'extradition d'Akhmed Zakaïev. Son extradition a été demandée par les autorités russes (voir EUR 46/065/2002). Akhmed Zakaïev a été arrêté le 5 décembre 2002 à son arrivée au Royaume-Uni, alors qu'il arrivait de Copenhague ; il a par la suite été libéré sous caution. Amnesty International a demandé aux autorités du Royaume-Uni de ne pas extraditer Akhmed Zakaïev vers la Fédération de Russie, car il risque d'y être torturé ou maltraité (voir EUR 46/069/2002). ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**